

ÉDITO

L'Europe, Donald Trump et la défense : vertige de la faiblesse

Par **Guillaume Alévêque**



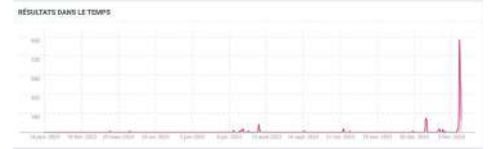
Diplômé du Master 2 de communication politique et sociale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne après une classe préparatoire littéraire, Guillaume Alévêque a débuté sa carrière en conseillant des élus sur leur communication personnelle et institutionnelle. Il a été successivement responsable de la communication d'une mairie d'arrondissement puis chef de cabinet d'un adjoint à la Mairie de Paris. Passionné par les sujets d'opinion, d'influence et de communication de crise, Guillaume rejoint Antidox en 2020 comme consultant senior.

Donald Trump. Cet instant révélateur, pendant lequel le candidat républicain a assumé d'encourager la Russie à s'attaquer aux États européens n'assurant pas d'après lui leur devoir de financement de leur propre défense, est particulièrement mal vécu dans le contexte de la guerre en Ukraine, qui avait pu paraître redonner temporairement du souffle à l'OTAN.

Beaucoup au sein de l'Union européenne et chez les alliés historiques des États-Unis ont vu dans cette déclaration de l'ancien président américain une nouvelle preuve que le progrès et la calme confiance en la préservation physique de leurs nations n'étaient plus une certitude. L'annonce de la mort de l'opposant russe Alexeï Navalny quelques jours plus tard, qui confirmait pour beaucoup l'absence de la moindre volonté de modération au sein du pouvoir russe, a également rendu ce choc plus aigu encore pour beaucoup d'Européens.

La prise de parole de Donald Trump doit être bien sûr replacée dans son contexte de campagne électorale, devant la foule largement ultra-conservatrice et isolationniste d'un état du Sud très massivement républicain. Mais si elle n'a pas nécessairement étonné, elle a permis à ce sujet (« NATO TRUMP ») d'atteindre des sommets de visibilité sur toutes les plateformes, à des niveaux inédits depuis plusieurs années.

De tels records seront probablement dépassés tout au long de la campagne électorale puis les prochaines années si, comme le suggèrent les sondages, Donald Trump devait retrouver le bureau ovale en janvier 2025. Ils rappellent surtout de manière limpide que les sujets géostratégiques, rendus incontournables par le déclenchement de la guerre en Ukraine, prennent une place croissante et parfois prépondérante dans les débats politiques en ligne.



Retombées digitales du sujet « NATO Trump » depuis un an, avec un pic massif identifiable immédiatement après les déclarations de Donald Trump en Caroline du Sud le 10 février.

Plus de 98 millions de comptes ont ainsi été exposés au sujet sur la seule semaine qui a suivi la prise de parole de Donald Trump. La tonalité des messages liés à ce thème est en outre à 95% « négative » (c'est-à-dire marquée par des expressions d'angoisse, de colère, d'inquiétude et de rejet), une ampleur presque jamais atteinte sur les différents réseaux sociaux. Non seulement un possible futur président des États-Unis remet en cause les principes de l'article 5 de l'OTAN (garantissant la protection d'un État membre en cas d'attaque), mais il semble le miner encore davantage en allant de la menace d'une absence de soutien à un clair encouragement à l'offensive par l'adversaire géopolitique historique, en faisant un outil de négociation avec les États européens présentés comme des « free riders » immatures qu'il conviendrait de punir.

La réaction officielle est notamment venue de Stéphane Séjourné, ministre français des Affaires étrangères et de l'Europe, mais aussi de manière intéressante de Radek Sikorski, son homologue polonais, issu du courant pro-européen d'un pays dont les dépenses militaires ont massivement augmenté dans les dernières années, sous la pression historique et contemporaine de la menace russe.

L'historien et sociologue américain Christopher Lasch écrivait en 1991 dans « *The True and Only Heaven* », à propos de son étonnement face à l'apparent et d'après lui illégitime sentiment de supériorité du libéralisme social et culturel: « *This inquiry began with a deceptively simple question. How does it happen that serious people continue to believe in progress, in the face of massive evidence that might have been expected to refute the idea of progress once and for all?* » (« Cette enquête a commencé par une interrogation faussement simple. Comment se fait-il que des gens sérieux continuent à croire au progrès, face à des preuves nombreuses dont on aurait pu s'attendre à ce qu'elles discréditent une fois pour toutes cette idée de progrès ? »)

Son constat date du début des années 1990, au pic de solidité de l'alliance atlantique et en une période de triomphe géopolitique pour un Occident alors largement unifié. L'analyse de Lasch semble toutefois aujourd'hui perdre progressivement de sa pertinence jusque dans le champ de la géopolitique, du moins en Europe, face à l'accumulation des chocs subis par le continent. Le dernier exemple en est la perspective de la mort de l'alliance militaire entre les deux rives de l'Atlantique, évoquée avec légèreté et presque enthousiasme par



Radek Sikorski @radeksikorski
It's even more urgent now.
[Traduire le post](#)

EPP Group @EPPGroup · 9 nov. 2023
"If the election in the US goes the wrong way next year, we will be in real trouble.
And I beg you, colleagues, we need to get serious about European defence", says @sikorskiradek...
[Voir plus](#)

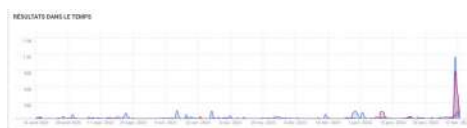
12:59 PM · 11 févr. 2024 · 114,2 k vues

Rejoignant largement à cette occasion la traditionnelle position française d'une « autonomie stratégique européenne », Sikorski, par ailleurs cité pour rejoindre Bruxelles dans un poste lié à l'organisation d'une politique de défense pour l'Union européenne, rappelle que la garantie du parapluie nucléaire américain, considérée comme naturelle en Europe centrale et orientale, n'est plus un acquis. Les réactions troublées des dirigeants allemands confirment ce sentiment profond de trouble d'une partie de l'Europe encore peu habituée à se penser en termes militaires et géostratégiques et qui avait espéré que la défaite de Donald Trump en 2020 mettrait un terme définitif à la difficile parenthèse de sa présidence. Le mouvement de construction d'une sécurité européenne au moins en partie autonome, porté historiquement par la France, pourrait lui y trouver un nouvel élan; tout comme

la relance possible du Triangle de Weimar liant France, Allemagne et Pologne dans une ceinture militaire centrale pour le continent.

Tout, de l'ampleur de la réaction digitale au dépit perceptible dans les ripostes publiques, en passant par la volonté de rassurer par une nouvelle offensive de grandes déclarations stratégiques européennes, semble procéder du même constat : la perte de l'assurance-vie américaine de la sécurité européenne met le continent face à un véritable vertige de faiblesse, qui se concrétisera violemment si Donald Trump ou les porteurs d'une politique étrangère semblable à la sienne devaient retrouver le pouvoir à Washington.

Cette angoisse européenne s'incarne aussi parfaitement dans les associations de notions repérées en ligne ces derniers jours. Les occurrences du terme « Europe alone » (Europe seule) ou « Russia attack » ont ainsi explosé depuis la prise de parole de Trump, en parallèle avec ce sujet, pour atteindre des niveaux inédits.



Retombées digitales des sujets « NATO Trump » (rose), « attack Russia » (bleu) et « Europe alone » (violet) depuis un an, confirmant un pic massif et clairement conjoint pour les trois sujets ces derniers jours.

Cette situation est un ferment évident d'inquiétude sociale plus globale et croise des préoccupations économiques sur le pouvoir d'achat ayant un poids encore plus fort pour la majorité de l'opinion. Ce « vertige de la faiblesse » militaire, qui

rejoint un sentiment massif de dépossession et de déclin économiques, s'illustre donc clairement sur les réseaux sociaux et les comptes des dirigeants européens, où il n'est sans doute qu'un des modes d'expression de l'inquiétude profonde qui traverse les capitales du continent (tout comme à Londres ou Ottawa probablement).

Ce sentiment latent de fragilité a déjà des conséquences mesurables en ligne dans l'opinion et déstabilise encore un peu les piliers de base de nos sociétés (sécurité physique, frontières stabilisées, paix, et espoir, déjà presque effondré, en un avenir meilleur pour ses enfants). Il nous poussera peut-être aussi à l'action et à des choix de politique publique rendus plus cohérents avec les réalités géopolitiques, comme en témoignent les relèvements massifs des budgets de la défense de certains états et les réflexions sur une « deuxième assurance-vie » nucléaire pour l'Europe autour de l'arme française ●

REGARD D'EXPERT

Les difficultés de l'administration Biden dans la gestion de la crise de Gaza

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Joe Biden marche sur un fil entre un soutien indéfectible affiché à l'Etat hébreu et sa volonté de calmer la situation au Moyen-Orient avant d'entrer de plain-pied dans la campagne pour la présidentielle de novembre. Le président joue en effet sur différents tableaux à la fois. Face à la menace d'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche – sur lequel semble parier le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu – Joe Biden a les mains relativement liées pour influencer son allié en pleine guerre à Gaza. D'un côté, le chef de la Maison-Blanche tente de faire pression sur Tel-Aviv en offrant quelques concessions aux Palestiniens. De l'autre, il utilise les leviers à sa disposition pour influencer sur le cours de la guerre, souhaitant notamment la voir baisser en intensité et amener Israël à protéger les civils palestiniens.

Les leviers d'influence

Les Etats-Unis ont ainsi annoncé dimanche qu'ils opposeraient leur veto à un projet de résolu-

tion de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU pour un cessez-le-feu à Gaza, qui devrait être soumis au vote cette semaine. Surtout, ils se préparent à envoyer une nouvelle cargaison de bombes et d'autres armes à l'Etat hébreu, alors même qu'ils s'opposent au projet israélien d'invasion de Rafah sans plan pour protéger les 1,5 million de Gazaouis qui s'y sont réfugiés pour fuir les combats.

La livraison compte un millier de bombes MK-82 de 500 livres (227 kg), des détonateurs de bombes FMU-139, ainsi que des kits de KMU-572 (JDAM), capables de convertir des munitions non guidées en bombes à guidage de précision, selon des responsables américains cités par le Wall Street Journal. Au total, le lot d'armes atteint plusieurs dizaines de millions de dollars, que doit financer l'aide militaire américaine à Israël. Ce dernier a déjà reçu environ 21 000 munitions à guidage de précision de Washington depuis le début de la guerre en octobre dernier, rapporte encore le quotidien new-yorkais. Cette nouvelle livraison d'armes de précision traduirait-elle la volonté des Etats-Unis de vouloir limiter le nombre de civils tués à Gaza ? (alors que la campagne destructrice d'Israël a fait près de 29 000 morts en moins de cinq mois, selon le ministère de la Santé administré par le Hamas).

Joe Biden entend utiliser ces leviers à sa disposition pour réaliser rapidement ses ambitions élevées pour le Moyen-Orient, auxquelles il espère lier la fin de la guerre à Gaza. Son objectif est de connecter la libération des otages israéliens à un accord de paix régional qui inclurait une solution à deux Etats, la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie Saoudite et l'arrêt des hostilités

entre le Liban et l'Etat hébreu, avec un accord frontalier à la clé. Samedi, au cours de la Conférence de Sécurité à Munich, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a ainsi déclaré au président israélien Isaac Herzog que Washington attendait d'Israël qu'il adopte des mesures significatives pour protéger les civils à Gaza. Au cours de cet événement, le chef de la diplomatie américaine a également évoqué « *une opportunité extraordinaire* » au Proche-Orient, liée au fait que « *virtuellement tous les pays arabes* » souhaitent à terme normaliser leurs relations avec Israël, montrant que les Etats-Unis poussent l'Etat hébreu à accepter leur plan, alors que ce dernier devra faire des concessions significatives pour parvenir à un accord.

« *Quels que soient les projets ambitieux de l'administration Biden pour la paix israélo-palestinienne, mettez-les à exécution !* » a enjoint sur le réseau X Aaron David Miller, chercheur au Carnegie Endowment for International Peace. « *Difficile d'aggraver la situation* » a-t-il ajouté.

Bien que peu pressé de lancer son offensive sur Rafah, Benjamin Netanyahu se montre pourtant toujours déterminé à mener son opération sur la ville frontalière du sud, faisant fi des recommandations de son allié.

Certains observateurs font même apparaître les annonces américaines comme cosmétiques : « *Les responsables américains se plaignent en public et en privé que les Israéliens n'écourent simplement pas les conseils des Américains* » écrit Ihanassis Cambanis, directeur de la Century Foundation, sur le site du think tank. « *Cette affirmation sonne plus creux de jour en jour. Ce n'est pas que le*

gouvernement américain ne peut pas influencer l'action israélienne. Il choisit simplement de ne pas le faire ».

Des gestes envers les Palestiniens

Si l'administration Biden ne semble pas disposée à aller beaucoup plus loin, n'ayant ni menacé de suspendre l'aide militaire de 14 milliards de dollars à Israël – qui doit encore être approuvée par le Congrès – ni pris de mesures concrètes pour la reconnaissance officielle d'un Etat palestinien, le président américain a néanmoins multiplié les gestes favorables aux Palestiniens : le 1er février, il a signé un décret interdisant à quatre colons israéliens qui ont commis des actes de violence en Cisjordanie de séjourner aux Etats-Unis, tout en les sanctionnant financièrement – la mesure la plus forte qu'ait jamais prise une administration américaine pour lutter contre ce phénomène. Le 14 février, il a annoncé suspendre les expulsions de Palestiniens présents aux Etats-Unis pendant 18 mois au regard de la situation humanitaire dans les territoires occupés et à Gaza. Rappelant sa position favorable à la création d'un Etat palestinien et d'une Autorité palestinienne (AP) « revitalisée » pour gouverner les territoires occupés ainsi que l'enclave de Gaza après la guerre, il tente aussi de contourner une loi qui l'empêche d'envoyer directement des fonds à l'institution dirigée par Mahmoud Abbas, sans passer par l'aval du Congrès. Il s'agirait notamment de faire dégeler les recettes fiscales de l'AP retenues par Israël. L'Autorité palestinienne risque en effet de manquer de fonds pour payer les fonctionnaires et assurer les services publics d'ici à fin février.

Une manière aussi pour le candidat à sa réélection de renouer avec une partie de son électorat, déçu par sa politique face à la guerre à Gaza. Dans une réunion à huis clos avec des dirigeants arabo-américains dans le Michigan la semaine dernière, le conseiller adjoint américain à la Sécurité nationale, Jonathan Finer, a ainsi concédé des erreurs concernant la réponse de l'administration à la guerre à Gaza, signe de la pression croissante des démocrates sur le président Biden. Ce bon connaisseur du Moyen-Orient a reconnu « des faux pas », affirmant qu'il n'avait « aucune confiance » dans la volonté du gouvernement israélien de prendre des « mesures significatives » vers un Etat palestinien, dont les Etats-Unis ont appelé à la création. La communauté arabo-musulmane des Etats-Unis réclame néanmoins des gestes concrets : lors d'une réunion avec de hauts responsables de la Maison-Blanche jeudi, les dirigeants de cette communauté ont ainsi demandé à l'administration Biden d'autoriser 50 000 Palestiniens de Gaza, ayant des parents aux Etats-Unis, à rejoindre le territoire, grâce à une disposition d'immigration appelée « libération conditionnelle humanitaire ».

La gestion de la crise de Gaza est donc difficile pour l'administration Biden, ce qui explique sans doute la réticence à ce stade du président à exercer des pressions plus fortes sur le gouvernement de M. Netanyahu, dont il connaît l'intransigeance ●

REGARD D'EXPERT

Diplomatie et défense : quand l'Union Européenne cherche à se substituer aux Etats-membres

Publié dans Le FigaroVox, le 1er février 2024

Par Bruno Alomar



Bruno Alomar est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'Ecole de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a

travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de *La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne* (Ed. Ecole de Guerre – 2018), Bruno ALOMAR commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

L'ancien haut fonctionnaire à la Commission européenne Bruno Alomar s'inquiète, au regard de plusieurs initiatives, des ambitions de Bruxelles qui cherche selon lui à accroître son pouvoir en mettant la main sur les questions de défense.

Après la « Commission de la dernière chance » (Jean-Claude Juncker), la présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen a dit souhaiter une « Commission géopolitique ». L'Union européenne, plus largement, a au cours des années récentes prétendu remiser son ADN, entièrement structuré autour du marché,

pour faire place à des considérations non économiques. Le bilan est cruel. Y a-t-il un domaine dans lequel l'Union européenne s'est autant fourvoyée, a aussi piteusement échoué, que la géopolitique ? Qu'on en juge.

Sur le plan diplomatique, jamais les Européens, que cela soit au travers de l'UE ou des diplomaties nationales, n'ont été aussi faibles. Cette situation vient sanctionner l'incongruité totale de prétendre, avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) créé il y a un peu plus de dix ans, mettre en place une diplomatie européenne. Car le talent et la bonne volonté de beaucoup de ceux qui y travaillent n'y peuvent rien : les pays européens étaient, sont et demeureront divisés. En fait de diplomatie européenne, l'action de l'UE est tragiquement superfétatoire, brouillonne, dispendieuse, arc-boutée sur des « valeurs » dont le 7 octobre a montré les ambiguïtés, oubliant que la société internationale est mue par les intérêts. Hubert Védrine constatait d'ailleurs récemment, triste bilan, combien l'UE était désormais incapable d'imposer ces valeurs au monde.

Sur le plan militaire, le bilan de l'UE est pire encore. La guerre en Ukraine est pour l'UE, déjà sonnée par un Brexit qu'elle a été incapable de pressentir, une nouvelle mauvaise surprise stratégique. Elle ne souligne pas seulement l'incapacité consubstantielle de l'UE à comprendre la



dangerosité du monde, que la création à la Commission d'une direction générale à la défense, là encore malgré la bonne volonté de beaucoup, n'est pas capable de changer. Elle a eu une conséquence que l'on s'obstine à ne pas comprendre à Paris, mais qui est assumée pleinement dans les 26 autres capitales européennes : l'OTAN, qui n'est décidément pas « brain dead », est bien la garantie de sécurité que souhaitent – c'est leur droit – les Européens. En clair : il n'y a pas, dans l'esprit des européens, à l'exception de la France qui dispose de son propre parapluie nucléaire, d'alternative à la protection américaine, quel qu'en soit le prix, notamment industriel. En Suède, les autorités préparent leur population à la guerre ! On pourrait continuer.

Or, face à un tel bilan, que voit-on ? Le Parti populaire européen (PPE) dont la colonne vertébrale est la CSU-CDU allemande, propose de persévérer dans l'erreur. Rien de nouveau dirait-on : le « Green Deal », dont l'on constate enfin l'hubris et les dégâts sur notre activité économique, qui n'était nullement dans son programme, à tout le moins dans les proportions qu'il a prises, a été de la part du PPE une trahison assumée. Parmi les propositions récentes figurent ainsi la création d'un « ministre des affaires étrangères de l'UE », c'est-à-dire rien moins que la fin des diplomaties nationales, dont la diplomatie française. Figure également la généralisation du vote à la majorité

qualifiée en matière de politique étrangère, c'est-à-dire, là encore, la fin de toute indépendance nationale. Tout cela pourrait n'être pas pris véritablement au sérieux. Ce serait une erreur, pour plusieurs raisons.

D'abord, qu'il soit permis de constater le silence assourdissant des forces politiques françaises, en France et plus encore à Bruxelles, face à de telles propositions. Alors que les élections parlementaires européennes se profilent, va-t-on encore constater, notamment pour ce qui concerne le centre droit, que l'on a le « gaullisme haut » seulement à l'intérieur du périphérique parisien et à l'heure de solliciter les suffrages des électeurs, mais que dès que l'on se trouve dans la « bulle » bruxelloise l'intérêt national – et, en réalité l'intérêt des Européens – est vite oublié ?

Ensuite, car alors qu'une nouvelle Commission et qu'un nouveau Parlement européen se profilent, c'est au cours de ces mois-ci que le programme des cinq prochaines années se construit. Plus encore, la Commission n'attend pas et avance à pas résolus, en cherchant à accroître son pouvoir en mettant la main sur les questions de défense, dernier pan de souveraineté qui restait aux Etats membres. Elle pratique ce hold-up sans autre légitimité que l'abandon volontaire des Etats qui s'appêtent à renoncer pour partie, sans avoir jamais été mandatés par leur population, à leur souverai-

neté militaire et diplomatique. Elle a ainsi publié il y a quelques jours un paquet de cinq nouvelles initiatives portant sur différents aspects de la sécurité économique, dont un livre blanc sur le contrôle des exportations dans le domaine des technologies duales, dont la philosophie est simple : faire passer les questions militaires et industrielles sous les fourches caudines des règles du marché intérieur européen, lui-même entièrement contrôlé par la Commission. Comprenons-nous bien : l'incapacité de chacun des pays pris séparément, hors de toute considération liée à l'UE, à prendre la mesure des risques pour leurs peuples et en tirer les conséquences en termes de réarmement intellectuel, industriel, militaire doit être condamnée. Nul de raisonnable ne songe par ailleurs à fermer par principe la porte à des coopérations entre Européens, ni à rester aveugle à l'évolution de nos alliés américains focalisés sur la Chine. Mais le fait est que l'UE, par nature, comprend l'économie ; elle est incapable de comprendre la géopolitique. Qu'il s'agisse de questions diplomatiques ou militaires, elle peut et doit aider les Etats si et pour autant que ces derniers l'estiment utile. Mais en aucun cas prétendre s'y substituer ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.